

De bewoner,

De maatschappij,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering houdende afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen in het kader van de herhuisvesting van de door de overstromingen van juli 2021 getroffen huishoudens.

Namen, 1 oktober 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

—————

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22171]

6 MAI 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1^{er} ;

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n°14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, articles 3, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, 7, alinéa 1^{er}, 12, alinéa 1^{er}, 13, alinéa 1^{er}, 14, alinéa 1^{er}, et 22, tels que modifiés ou insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19, confirmé par l'article 6 du décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, articles 4, alinéa 2, 7, alinéa 2, 9, alinéa 2, 11, alinéa 2, 13, alinéa 2, 15, alinéa 2, 16, alinéa 2, 18, 25, alinéa 2, 26, alinéa 2, 27, alinéa 2, 31, alinéa 2, 33, alinéa 2, et 34 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19, confirmé par l'article 9 du décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, articles 4, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, 6, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 1^{er}, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19, confirmé par l'article 11 du décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 avril 2021 ;

Vu le rapport du 6 avril 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 15 avril 2021 ;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire qui est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs du secteur public ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer ;

Vu l'avis 69.260/4 du Conseil d'Etat donné le 27 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 par laquelle il marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment, sur le financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi des services dans ces secteurs et d'assurer le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant notamment des politiques de la santé et du handicap afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services et les établissements agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces services et établissements réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires ;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que les gestionnaires des établissements agréés et subventionnés par l'Agence ont impérativement besoin de connaître les modalités de calcul de leurs subventions pour les années à venir car leur financement risque d'être fortement influencé par la crise sanitaire ;

Considérant qu'il est nécessaire que le présent arrêté entre en vigueur le 31 mars 2021 afin d'éviter toute interruption dans les immunisations qu'il prolonge ;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de la santé et du handicap,

Arrête :

Section 1^{ère}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Section 2. — Prolongation des mesures relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés

Art. 2. Dans l'article 4 de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Section 3. — Prolongation des mesures relatives aux services financés par le biais d'une convention de revalidation visée à l'article 1^{er}, 6^o, du Code wallon de l'action sociale et de la santé

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Section 4. — Prolongation des mesures relatives aux maisons de repos et maisons de repos et de soins et centres de soins de jour

Art. 4. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2021 ».

Art. 5. Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2021 ».

Art. 6. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2021 ».

Art. 7. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2021 ».

Art. 8. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Art. 9. Dans l'article 12 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Section 5. — Prolongation des mesures relatives aux maisons de soins psychiatriques

Art. 10. Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 » ;

Section 6. — Prolongation des mesures relatives aux initiatives d'habitations protégées

Art. 11. Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Section 7. — Prolongation des mesures relatives au prix d'hébergement des établissements hospitaliers agréés par la Région wallonne

Art. 12. Dans l'article 18 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Section 8. — Prolongation des mesures relatives aux services d'accueil, d'hébergement et d'aide en milieu de vie du secteur handicap

Art. 13. Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Art. 14. Dans l'article 26 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Art. 15. Dans l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 2^o, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 » ;

2^o au 3^o les mots « du 1^{er} mars au 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « du 1^{er} mars 2020 au 30 septembre 2021 », et les mots « 30 avril 2021 » sont remplacés par les mots « 30 octobre 2021 » ;

3°, au 4°, les mots « 15 avril 2021 » sont remplacés par les mots « 15 octobre 2021 ».

Art. 16. Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 ».

Art. 17. Dans l'article 31 du même arrêté, les mots « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots « 30 septembre 2021 », et les mots « 15 avril 2021 » sont remplacés par les mots « 15 octobre 2021 ».

Section 9. — Disposition finale

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 31 mars 2021.

Namur, le 6 mai 2021.

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des Chances et des Droites des Femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22171]

6 MEI 2021. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, artikel 2, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector, inzonderheid op de artikelen 3, lid 1, 5, lid 1, 6, § 1, 7, lid 1, 12, alinéa lid 1, 13, lid 1, 14, lid 1, en 22, zoals ingevoegd of gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19, bekrachtigd door artikel 6 van het decreet van 3 december 2020 houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector, inzonderheid op de artikelen 3, lid 1, 5, lid 1, 6, § 1, 7, lid 1, 12, alinéa lid 1, 13, lid 1, 14, lid 1, en 22, ingevoegd of gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19, bekrachtigd door artikel 6 van het decreet van 3 december 2020 houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie, inzonderheid op de artikelen 4, lid 1, 5, lid 1, 6, lid 1, en 7, lid 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19, bekrachtigd door artikel 11 van het decreet van 3 december 2020 houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het ministerieel besluit 3 december 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 april 2021;

Gelet op het verslag van 6 april 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaats gehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 15 april 2021;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheidscrisis die de sectoren en regelingen van de openbare sector, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Gelet op advies nr. 69.260/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, goedgekeurd op 12 januari 1973;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het verzorgingsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2020 waarbij ze instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheidscrisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, met name voor de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen essentieel zijn om de tewerkstelling van de diensten in deze sectoren te garanderen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden ervan te waarborgen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het gezondheids- en handicapbeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze diensten en instellingen hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat de beheerders van de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde instellingen moeten weten hoe hun subsidies voor de komende jaren worden berekend, omdat hun financiering waarschijnlijk sterk zal worden beïnvloed door de gezondheidscrisis;

Overwegende dat dit besluit op 31 maart 2021 in werking moet treden om een onderbreking van de bij dit besluit verlengde immunisaties te voorkomen;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector;

Besluit :

Afdeling 1. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Afdeling 2. — Verlenging van de maatregelen betreffende de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen

Art. 2. In artikel 4 van het ministerieel besluit 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 3. — Verlenging van de maatregelen met betrekking tot diensten die worden gefinancierd door middel van een revalidatieovereenkomst bedoeld in artikel 1, 6°, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 4. — Verlenging van de maatregelen betreffende de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" telkens vervangen door de woorden "30 juni 2021".

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" telkens vervangen door de woorden "30 juni 2021".

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" telkens vervangen door de woorden "30 juni 2021".

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" telkens vervangen door de woorden "30 juni 2021".

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 5. — Verlenging van de maatregelen betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen

Art. 10. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 6. — Verlenging van de maatregelen betreffende de initiatieven voor beschut wonen

Art. 11. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 7. — Verlenging van de maatregelen met betrekking tot de verblijfkosten van de door het Waalse Gewest erkende ziekenhuizen

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Afdeling 8. — Verlenging van de maatregelen betreffende de diensten voor de opvang, huisvesting en bijstand in de leefomgeving in de gehandicaptensector

Art. 13. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" telkens vervangen door de woorden "30 september 2021".

Art. 14. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Art. 15. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021";

2° in 3° worden de woorden "van 1 maart tot en met 31 maart 2021" vervangen door de woorden "van 1 maart 2020 tot 30 september 2021" en worden de woorden "30 april 2021" vervangen door de woorden "30 oktober 2021";

3° in 4° worden de woorden "15 april 2021" vervangen door de woorden "15 oktober 2021".

Art. 16. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021".

Art. 17. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "30 september 2021" en worden de woorden "15 april 2021" vervangen door de woorden "15 oktober 2021".

Afdeling 9. — Slotbepaling

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking op 31 maart 2021.

Namen, 6 mei 2021.

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22169]

22 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2021 exécutant le décret du 1^{er} avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 1^{er} avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19, article 7, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2021 exécutant le décret du 1^{er} avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19, article 3, alinéa 1^{er} ;

Vu le rapport du 3 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2021 ;

Vu l'avis n° 70.184/2 du Conseil d'État, donné le 20 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois le 26 janvier 2021 ;

Considérant le Comité de concertation du 22 janvier 2021 ;

Considérant que les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons étaient fermés ;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus étaient fermés ;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, créatif et événementiel étaient fermés au public ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2021 précité a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les associations sans but lucratif confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;